

Deux vérités

Al-Balagh, 25 octobre 1945.

Lequel des deux ministres est sérieux, et lequel plaisante ? Lequel conseille honnêtement le Parlement, ne lui disant rien que la vérité, et lequel esquivé le Parlement, ne lui disant que ce qu'il veut bien lui dire ? Et lequel des deux ministres enseigne à l'autre l'art de la politique et les principes de la conduite des affaires étrangères : est-ce le président du Conseil égyptien, al-Nokrachi Pacha, ou le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, M. Bevin ? Il n'est pas douteux que les Égyptiens sont déconcertés entre ces deux ministres redoutables ; l'un ne veut rien dire au Parlement égyptien, et l'autre ne veut rien cacher au Parlement britannique, et pourtant tous deux jouissent de la confiance de leur parlement, et tous deux prétendent lui offrir le conseil le plus sincère, en le confrontant à la vérité pure et sans équivoque.

Peut-il être tout à fait absurde, tout à fait faux, ce principe philosophique et moral sur lequel les hommes se sont accordés depuis qu'ils ont su penser — à savoir que la vérité est une et ne se multiplie pas — et l'évolution moderne a-t-elle pu confirmer ce qu'on disait autrefois en France, qu'il existe deux vérités que séparent les Pyrénées, lesquelles séparent la France de l'Espagne ? Peut-il exister une vérité égyptienne indubitable, et une vérité britannique indubitable, ces deux vérités ne se rencontrant pas aujourd'hui, chacune allant dans une direction opposée à celle de l'autre, mais pouvant peut-être se rencontrer demain, ou le jour suivant, à quelque jour proche ou lointain ?

Et les Égyptiens savent qu'ils ont des revendications qu'ils ne cesseront de poursuivre jusqu'à leur accomplissement, et qu'ils ont instamment demandé à leur gouvernement de négocier avec les Britanniques pour leur réalisation ; et ils savent que le chef de leur gouvernement a déclaré devant le Parlement que lui-même et ses collègues croient aux droits de l'Égypte, en portent la charge, et ne faillissent pas à saisir toute occasion de les obtenir. Et les Égyptiens savent qu'ils ont divergé dans la compréhension et l'interprétation de cette déclaration : la plupart disent que le président du Conseil n'a rien fait, et se contente de consoler le peuple par des souhaits et des espoirs, comme on console les enfants avec des jouets et des promesses qu'on leur offre ; et le petit nombre dit que le président du Conseil a tout fait, et fera plus que tout, mais qu'il est un homme de politique et d'habileté, un

homme de fermeté et de résolution, un homme de prudence et de précaution, qui ne parle que lorsque parler lui sert bien — un homme qui préfère l'or à l'argent, l'or étant naturellement le silence, et l'argent étant naturellement la parole.

Et le désaccord s'est poursuivi entre la majorité qui doutait de ce qu'avait fait le président du Conseil et la minorité qui croyait en ce qu'il avait fait ; puis un ministre dit à un journal que le ministère avait bien fait quelque chose, tandis qu'un autre ministre dit à un autre journal que le ministère n'avait rien fait. Et le chef du gouvernement voulut trancher ce désaccord ; les journalistes se réunirent donc autour de lui, aiguïsèrent leurs oreilles, préparèrent leurs plumes, et se tinrent prêts à écouter et à noter ; et le président du Conseil parla — mais ne dit rien du tout, et les journalistes le quittèrent tout comme ils étaient venus à lui, le cœur plein de doute, l'âme pleine de suspicion, l'esprit plein de confusion.

Puis les critiques contre le président du Conseil s'intensifièrent, de la part de ses propres amis avant ses adversaires, et le président du Conseil — toujours celui qui a le dernier mot — résolut de dissiper l'ambiguïté, d'effacer la confusion, et de lever l'inquiétude ; il réunit donc son comité politique, puis réunit le Conseil des ministres, et annonça au peuple que le comité politique avait décidé, et que le Conseil des ministres avait approuvé sa décision, à savoir que ce moment est le plus propice de tous pour négocier auprès des Anglais la réalisation des revendications égyptiennes.

Et c'est ici que le désaccord entre les Égyptiens s'intensifia de nouveau : la plupart dirent que ce n'étaient là que des paroles dites à l'Égypte sans jamais être transmises aux Anglais, tandis que le petit nombre dit que c'étaient des paroles dites à l'Égypte et aux Anglais à la fois, destinées à rassurer l'Égypte sur le fait que le gouvernement était digne de confiance pour accomplir son devoir de la meilleure manière, et destinées à inviter les Anglais non seulement à ouvrir la porte des négociations, mais à franchir réellement cette porte. Puis les journaux se mirent à prétendre, tantôt que la décision du comité politique et du Conseil des ministres avait été communiquée aux Anglais, tantôt qu'elle ne l'avait pas été ; et certains se mirent à dire que les Britanniques avaient répondu à cette communication, d'autres qu'ils n'y avaient pas répondu du tout.

Et le Parlement se réunit en session extraordinaire, et le président du Conseil s'adressa à lui mais ne dit rien, et le Parlement s'ajourna,

satisfait, ou indigné, ou partagé entre satisfaction et indignation. Mais le président du Conseil demeura, comme on l'a toujours connu, homme de politique et d'habileté, de fermeté et de résolution, préférant l'or, qui est le silence, à l'argent, qui est la parole.

Puis les journaux se mirent à diverger de nouveau : certains dirent que les Britanniques avaient répondu qu'ils ne négocieraient qu'avec un gouvernement représentant le peuple, et que la manière dont ce gouvernement serait formé ne les concernait pas, cela relevant des affaires propres à l'Égypte indépendante ; d'autres dirent que les Britanniques avaient répondu qu'ils négocieraient avec le gouvernement actuel, et le feraient au palais de Zaafaran, dès le retour de l'ambassadeur britannique en Égypte, au cours du mois prochain.

Et tandis que les Égyptiens divergeaient, se querellaient entre eux, et que les plus patients et les plus fermes d'entre eux se tenaient dans une attitude d'attente, de surveillance et de crainte pour l'avenir, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères prit la parole. Et c'est ici que la vérité égyptienne s'achève et que commence la vérité britannique, et entre les deux vérités existe une profonde différence. Une différence, d'abord, de forme : car la vérité égyptienne, comme vous l'avez vue, est extrêmement tortueuse, extrêmement sinueuse, telle qu'on peut à peine l'accepter d'un côté avant d'en être détourné vers un autre côté ; quant à la vérité britannique, elle avance d'une manière lisse et droite, sans la moindre tortuosité ni le moindre détour.

Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères prit la parole le vingt-deux du mois d'août dernier, disant : qu'il avait pris connaissance des remarques faites par le président du Conseil égyptien devant le Parlement égyptien, et que son gouvernement étudierait les questions égyptiennes dans un esprit de bonne volonté et de considération mutuelle des intérêts, au moment opportun. Et le mois d'août s'acheva, et le mois de septembre vint et s'acheva, et le mois d'octobre vint et faillit s'achever à son tour. Et durant tout ce long laps de temps, la vérité égyptienne n'a cessé de se tordre avec toujours plus d'habileté, et de se courber avec toujours plus d'habileté, se jouant d'elle-même et des Égyptiens comme des funambules se jouent sur leurs cordes. Tandis que la vérité britannique restait fixe à sa place, ne se tournant ni à droite ni à gauche, ne se tordant ni ne se repliant sur elle-même, n'avancant ni ne reculant, ne s'élevant ni ne s'abaissant — rien qu'un bloc de roche, immuable et stable ; car le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères a pris la parole hier à la Chambre des

communes, disant : qu'il ne pouvait rien ajouter à ce qu'il avait dit le vingt-deux août — c'est-à-dire qu'il avait pris connaissance des remarques du président du Conseil égyptien, et qu'il étudierait la question égypto-britannique au moment opportun, dans un esprit de bonne volonté et de considération mutuelle des intérêts.

Et le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, interrogé sur ce que l'Égypte aurait pu demander au sujet du Soudan, répondit en termes clairs : qu'il n'avait reçu aucune demande concernant le Soudan, et qu'il ne souhaitait ni ne conseillait de soulever cette question maintenant. Et voilà toute la vérité britannique, et elle est, comme vous le voyez, simple : le gouvernement britannique n'a rien reçu du gouvernement égyptien, et ne veut pas soulever la question du Soudan, et lorsque le moment opportun viendra, il étudiera les questions entre l'Égypte et la Grande-Bretagne dans un esprit de bonne volonté et de considération mutuelle des intérêts. Qu'y a-t-il de plus simple, de plus facile, de plus franchement dit que cela ? Et qu'y a-t-il de plus propre à affliger les Égyptiens, à remplir leurs cœurs de chagrin et de douleur, leurs âmes de colère et de fureur, que cette simple vérité anglaise ?

Le gouvernement britannique n'a rien reçu à ce jour du gouvernement égyptien au sujet du Soudan, et le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères n'a rien à ajouter à sa déclaration du vingt-deux août. Car la réunion du comité politique, sa décision, l'approbation des ministres pour cette décision, et toutes les discussions qui ont eu lieu durant la session extraordinaire du Parlement — rien de tout cela n'a donné au secrétaire d'État britannique quoi que ce soit à ajouter à ce qu'il avait déclaré le vingt-deux août. Pourquoi ? Parce que le secrétaire d'État britannique n'a rien reçu du tout du gouvernement égyptien.

Les Égyptiens sont libres de dire et de faire ce qu'ils veulent dans leur propre pays, car cela ne concerne en rien le secrétaire d'État britannique, de près ou de loin, tant que rien ne lui est transmis, et tant que le gouvernement égyptien ne lui a rien demandé ; et la seule chose qui intéresse le secrétaire d'État britannique est que les questions égyptiennes restent endormies, qu'il ne souhaite pas réveiller, et qu'il ne conseille pas aux députés britanniques de réveiller non plus. Cela est bien plus propre à épargner au gouvernement britannique la peine des échanges incessants, et à lui laisser du temps libre pour les autres problèmes plus complexes en Europe et ailleurs.

Laquelle des deux vérités, alors, devons-nous croire : la vérité égyptienne, qui revêt chaque jour un nouvel habit et une nouvelle parure, se parant comme au temps de l'ignorance antéislamique dans un pays où pareille ostentation est condamnée, ou la vérité britannique simple, nue et sévère, qui suscite la fureur, répand la rancune, et remplit les cœurs de chagrin et de douleur ?!

Le gouvernement égyptien a-t-il demandé quelque chose au gouvernement britannique, ou ne l'a-t-il pas fait ? Certains Égyptiens disent : oui. D'autres disent : non. D'autres disent : nous ne savons pas. Et le chef du gouvernement refuse de dire quoi que ce soit clairement, tandis que le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, M. Bevin, déclare à la Chambre des communes britannique à Londres, le vingt-quatre octobre, qu'il n'a rien reçu du gouvernement égyptien au sujet du Soudan, qu'il ne souhaite pas que cette question soit soulevée, qu'il ne conseille pas de la soulever, et qu'il n'a rien à ajouter à ce qu'il avait dit à la Chambre des communes le vingt-deux août.

Voilà donc les deux vérités : une vérité égyptienne tortueuse et joueuse, tentante à un moment et rassurante à un autre, contente une fois et indignée une autre fois ; et une vérité britannique austère et détestable, dont les regards osent à peine se lever avant de se détourner, furieux, exaspérés, et plongés dans le désespoir. N'est-il pas temps que notre président du Conseil se montre sérieux, une fois au moins, comme le fait toujours le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères ?! N'est-il pas temps que le président du Conseil soit franc avec la nation égyptienne, en lui disant la vérité claire et nette, qui ne revêt ni ornement ni parure, et ne joue pas avec les esprits des gens ?! N'est-il pas temps que le président du Conseil comprenne que le peuple égyptien a goûté la souffrance, et l'a goûtée si pleinement qu'il en est devenu lui-même toute souffrance, et que le peuple égyptien s'est soumis aux épreuves, a résisté aux grandes difficultés, s'est habitué à affronter les obstacles et à endurer les malheurs, sans paniquer devant les catastrophes ni fuir devant les événements ?

Le président du Conseil doit savoir que le peuple égyptien est assez courageux pour affronter la vérité, même lorsqu'elle est hideuse à voir, répugnante d'apparence, et amère au goût ; qu'il lui dise donc cette vérité, et qu'il la lui présente telle qu'elle est, sans affectation de tact, ni de grâce, ni de ce faux attrait. Nous ne croirons jamais, quoi que puissent dire le président du Conseil et ses partisans, que le secrétaire d'État britannique ait trompé le Parlement britannique ou lui ait menti en

déclarant qu'il n'avait rien reçu du gouvernement égyptien. Et donc, un gouvernement qui n'a rien fait du tout jusqu'à ce jour ; et donc, tout ce qui a été dit n'est que vain bavardage sur vain bavardage, mensonge sur mensonge, de simples paroles dont on console le peuple, comme on console les enfants avec des promesses et des espoirs.

Mais le peuple égyptien n'est pas un enfant, et ne veut pas l'être, et le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères est sur le point d'avoir une meilleure opinion du peuple égyptien, et un jugement plus juste de lui, que Son Excellence al-Nokrachi Pacha lui-même. Car le secrétaire d'État britannique sait fort bien que sa déclaration devant le Parlement britannique sera diffusée dans tous les pays du monde, et que le peuple égyptien la lira sans s'effrayer, sans paniquer, et sans faiblir dans son attachement à son droit ni dans sa revendication de celui-ci.

Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères n'hésite pas à être franc avec les Égyptiens sur la vérité claire, tandis que le chef du gouvernement égyptien n'ose pas être franc avec les Égyptiens sur cette même vérité claire. Pourquoi ? Parce que l'un est M. Bevin, confiant en lui-même, en son Parlement, et en son peuple, tandis que l'autre est Son Excellence Mahmoud Fahmy al-Nokrachi Pacha, qui n'a confiance en personne ni en rien, et qui craint que le sol ne se dérobe sous ses pieds — Dieu me pardonne — ou plutôt sous son fauteuil au cabinet de la présidence, s'il devait être franc avec le peuple égyptien et lui dire qu'il n'a rien demandé du tout aux Britanniques au sujet des droits de l'Égypte et du Soudan.